

# MARCHÉS PUBLICS : NOS DROITS NE SONT PAS À VENDRE

Prévention-sécurité : stop au moins-disant social !



Quand les marchés publics sont attribués au moins cher, ce sont les salariés qui paient : effectifs réduits, charge de travail accrue, salaires sous pression, conditions de travail dégradées.

## NOS REVENDICATIONS

1

**Pas d'argent public pour le dumping social**

Les contrats doivent être attribués aux entreprises qui respectent le droit du travail et les conventions collectives.

2

**La qualité plutôt que le coût le plus bas**

Les pouvoirs publics doivent donner la priorité à la qualité du service, aux droits des travailleurs et aux conditions de travail.

3

**Fin des offres anormalement basses**

Plus de contrats fondés sur des prix impossibles et abusifs.

4

**Respect des conventions collectives**

Pas de contrat public pour les entreprises qui contournent les règles sociales.

5

**Des contrats équitables et durables**

Les prix doivent s'ajuster lorsque les salaires augmentent, que les lois changent et que l'inflation progresse.



**Ce ne sont pas des revendications radicales. C'est le minimum pour garantir l'équité et la dignité.**



# TOUS MOBILISÉS

**Manifestation le 1<sup>er</sup> juillet 2026 à Paris**

Les travailleurs de toute l'Europe se mobilisent, nous aussi.